

## COMPTE RENDU DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

RÉUNION DU 23 février 2015

L'an deux mille quinze, le vingt trois février deux mille quinze, le conseil municipal de la Ville de SASSENAGE s'est réuni en session ordinaire après convocation légale adressée le 13 février 2015, sous la présidence de Monsieur Christian COIGNÉ, Maire.

**Etaient présents :** M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE - Mme Sylvie GENIN -LOMIER - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD

**Absent(s) ayant donné pouvoir :** M. M'Hamed BENHAROUGA à M. Séverin BATFROI - M. Philippe EVRARD à Mme Nathalie BRITES - Mme Florence PARVY à M. Yannick BELLE - Mme Assunta ROSIN BEDIN à M. Jérôme MERLE

**Absent(s) excusés :**

**Absent(s) :**

Nombre de conseillers en exercice	:	32
Nombre de conseillers présents	:	29
Nombre de votants	:	32

M. Adrien PSILA est présent mais ne siège pas jusqu'au vote de la délibération n° 1.

Il ne prend part au vote qu'à partir de la délibération n° 2, suite à son installation par le conseil municipal, en remplacement de M. Clément CHASSAING.

Le quorum étant atteint,

Conformément à l'article L.2125-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. Dominique IZZO a été désigné comme secrétaire de séance.

Le conseil municipal approuve à l'unanimité le compte rendu de la séance du conseil municipal du 22 janvier 2015.

Le Maire informe les membres du conseil municipal des décisions municipales qu'il a pris depuis sa dernière réunion en séance, sur le fondement des délégations de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et de la délibération municipale du 15 avril 2014.

Puis, l'exposé des dossiers à l'ordre du jour commence :

<p align="center"><b>1 - DGS - ADMINISTRATION GENERALE – PRISE DE FONCTION AU CONSEIL MUNICIPAL DE MONSIEUR ADRIEN PSILA SUITE A LA DEMISSION DE MONSIEUR CLEMENT CHASSAING</b></p>
---

Christian COIGNÉ,

VU l'article L. 2121-4 du Code général des collectivités territoriales et l'article L.270 du Code électoral ;

**CONSIDERANT** que Monsieur Clément CHASSAING, par courrier en date du 22 janvier 2015, a donné sa démission de conseiller municipal de la Ville de Sassenage et que cette décision a été transmise au Préfet de l'Isère ;

**CONSIDERANT** qu'il convient de procéder à son remplacement par le candidat immédiatement placé après le dernier élu de la liste « Sassenage avec vous, Sassenage avant tout » ;

**INDIQUE** que Madame Carole BOSCARO, candidate suivante sur la liste, a été contactée et a fait part de sa décision de ne pas siéger à l'assemblée communale par courrier daté du 3 février 2015 ;

**INDIQUE** que, suite à cette réponse, Monsieur Adrien PSILA a été invité à siéger par courrier en date du 3 février 2015 et a officiellement accepté les missions de conseiller municipal.

**PROPOSE** au conseil municipal :

**DE PRENDRE ACTE** de l'arrivée de Monsieur Adrien PSILA, né le 19 janvier 1996 à Saint Martin d'Hères (France), demeurant à Sassenage, candidat immédiatement placé sur la liste « Sassenage avec vous, Sassenage avant tout », en tant que nouveau conseiller municipal.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**DE PRENDRE ACTE** de l'arrivée de Monsieur Adrien PSILA, né le 19 janvier 1996 à Saint Martin d'Hères (France), demeurant à Sassenage, candidat immédiatement placé sur la liste « Sassenage avec vous, Sassenage avant tout », en tant que nouveau conseiller municipal.

*Monsieur Adrien PSILA prend place parmi les conseillers municipaux en exercice.*

*Monsieur Philippe EVRARD arrive en séance à 19 :15 et prend place parmi les conseillers municipaux votants présents, à compter du dossier n° 2.*

**Etaient présents à compter de la délibération n°2 :** M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE - Mme Sylvie GENIN -LOMIER - M. Philippe EVRARD - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme

Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA - M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD

**Absent(s) ayant donné pouvoir :** M. M'Hamed BENHAROUGA à M. Séverin BATFROI - Mme Florence PARVY à M. Yannick BELLE - Mme Assunta ROSIN BEDIN à M. Jérôme MERLE

**Absent(s) excusés :**

**Absent(s) :**

Nombre de conseillers en exercice	:	33
Nombre de conseillers présents	:	30
Nombre de votants	:	33

<b>2 - DGASR - AFFAIRES JURIDIQUES ET CONTROLE INTERNE - RAPPORT D'ACTIVITE 2013-2014 DU SIRD (SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA RIVE GAUCHE DU DRAC)</b>
--

Daniel D'OLIVIER QUINTAS,

**VU** les articles L. 5211-39 et L. 2224-5 du Code général des collectivités territoriales ;

**VU** le rapport annuel d'activité 2013-2014 du SIRD (Syndicat Intercommunal de la Rive Gauche du Drac) présenté ci-annexé ;

**VU** la délibération du comité syndical du SIRD du 23 décembre 2014 ayant pris acte du rapport d'activité 2013-2014 des services ;

**INFORME** le conseil municipal des éléments les plus significatifs de l'activité du SIRD :

- en avril 2014, Guy JULLIEN a été élu Président du SIRD,
- 65 % des dépenses ont été consacrés à l'acquisition de nouveaux locaux, inaugurés le 03 octobre 2014 à Fontaine, sur le site cœur de ville Jean Macé avec pour objectif de maintenir un guichet unique dans un seul bâtiment et renforcer la cohésion des services,
- l'encours de la dette au 1<sup>er</sup> janvier 2014 était de 5 535 000 euros, avec une durée moyenne des emprunts de 20 ans,
- 37, 83 % des dépenses ont été consacrés à la MIPE : en 2013, 706 personnes ont été accueillies, dont 112 venant de Sassenage, 53 % de femmes, pour un âge moyen de 39,5 ans,
- 80 personnes ont trouvé une issue positive à leur démarche de recherche d'emploi,
- 20 associations et 1200 lycéens ont utilisé les installations sportives du gymnase A. Bergès,

- des actions de prévention des conduites à risque et d'accompagnement des personnes victimes de délinquance ont été menées, et des mesures de prévention des violences scolaires ont été prises : plus de 230 situations ont été traitées dans le cadre de la médiation sociale et plus de 300 élèves des établissements scolaires de la rive gauche bénéficiaient d'actions de prévention des conduites à risque,

- 10 % des agents du SIRD sont reconnus travailleurs handicapés, soit 4 points de plus que la norme nationale fixée à 6 %,

- dans le cadre de la métropolisation, il n'y a pas eu de transfert de compétence au 1<sup>er</sup> janvier 2015, mais la fusion des dispositifs PLIE et RSA a été validée.

**PRÉCISE** que ce document sera mis à la disposition du public auprès de la questure ;

**PROPOSE** au conseil municipal :

**DE PRENDRE ACTE** du rapport annuel d'activité 2013-2014 du Syndicat Intercommunal de la Rive Gauche du Drac présenté et ci-annexé.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ** des membres présents et représentés

**DECIDE,**

**DE PRENDRE ACTE** du rapport annuel d'activité 2013-2014 du Syndicat Intercommunal de la Rive Gauche du Drac présenté et ci-annexé.

<p><b>3 - DGASR - POLE FINANCES ET PROGRAMMATION – DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2015 – BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE</b></p>
---

Christian COIGNÉ,

**VU** le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L2312-1 instituant un débat d'orientation budgétaire ;

**VU** la circulaire NOR INT B 93 00052 C du 24 juin 1993 précisant que la tenue du débat d'orientation budgétaire est retracée dans une délibération distincte de l'assemblée délibérante ;

**CONSIDERANT** que la tenue du débat d'orientation budgétaire est obligatoire dans les communes de plus de 3500 habitants, et que ce débat doit avoir lieu dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget ;

**CONSIDERANT** que le débat sur les orientations générales du budget a pour objet de préparer le débat budgétaire et de donner aux conseillers municipaux, en temps utile, les informations nécessaires pour les mettre à même d'exercer effectivement leur pouvoir de décision à l'occasion du vote du budget ;

**PRECISE** que ce débat vise à présenter les orientations générales autour desquelles s'organisera le budget principal ainsi que les engagements pluriannuels envisagés et l'évolution et les caractéristiques de l'endettement de la commune, afin qu'elles fassent l'objet d'un débat ;

**EXPOSE** les orientations générales suivantes tirées du rapport d'orientation budgétaire pour l'année 2015 remis aux membres du conseil municipal, qu'il soumet au débat de l'assemblée délibérante :

## **I - La France dans l'économie mondiale**

### **A - Bilan et perspective 2015.**

Après une année 2014 difficile marquée par une crise économique prégnante, la légère accélération de l'activité mondiale ressentie à partir de l'été 2014 semble pouvoir se poursuivre en 2015. L'activité en France s'est révélée un peu plus dynamique que prévue en 2014 avec +0.4% de croissance.

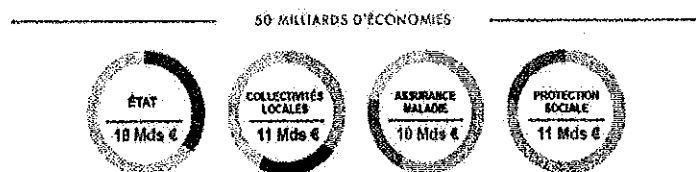
Pour 2015, les économies développées restent tirées par les pays-anglo-saxons. En zone Euro, la dépréciation de l'Euro accompagnée de la baisse des cours du pétrole enclenche des effets favorables. En France, le climat des affaires est mieux orienté et devrait connaître une croissance de +0.3% au premier trimestre 2015, sous réserve d'un rythme continu des investissements des entreprises, d'un maintien du cours du pétrole à son niveau actuel ou approchant, et d'une non appréciation de l'Euro.

### **B - L'engagement national de réduction des déficits publics**

#### **1) Le cadre**

Cet engagement repose sur un allègement de la dépense publique et une réduction de l'endettement conformes aux engagements du traité de Maastricht.

Ainsi, le projet de loi de programmation pluriannuelle des finances publiques prévoit-il une réduction de 50 Mds € des dépenses à l'horizon 2017 :



Séquençage lissé :

	2014	2015	2016	2017
Etat	108 millions	7.45 Mds	5.76 Mds	4.68 Mds
Collectivités locales	66 millions	4.55 Mds	3.52 Mds	2.86 Mds

Assurance maladie	60 millions	4.14 Mds	3.20 Mds	2.60 Mds
Protection sociale	66 millions	4.55 Mds	3.52 Mds	2.86 Mds
Total	300 millions	20.7 Mds	16 Mds	13 Mds

Les principales hypothèses du scénario macroéconomique de la loi de programmation 2012-2017 ramenées à la période avenir sont les suivantes:

	2015	2016	2017
PIB en %	1	1.7	1.9
Déficit public en % PIB	4.3	3.8	2.8
Dette publique en % PIB	97.2	98	97.3
Indice prix à la consommation	0.9	1.4	1.75

Pour 2015, la loi de finances est organisée autour d'une baisse des dépenses de l'Etat de 1.6% avec 373 Mds € en 2015/379 Mds € en 2014, un déficit de 75.7 Mds €, et un taux de croissance de 1% jugé optimiste par le Haut Conseil des Finances Publiques.

## 2) Les collectivités territoriales fortement sollicitées

Les collectivités territoriales contribueront à hauteur de 11 Mds € sur la période 2015-2017, dont 3.67 Mds € en 2015, sachant que s'ajoutent 1.5 Mds € de contribution en 2014.

Le prélèvement de l'Etat sur les finances locales s'opérera sur la dotation globale de fonctionnement, dotation qui sera réformée dans ses éléments de composition en 2016.

## **II - Un contexte local marqué par la crise et les différentes lois portant réforme de l'administration territoriale.**

### A - Rhône-Alpes et ses territoires ne sont pas épargnés par la crise

Plusieurs indicateurs sont mal orientés en Rhône-Alpes. La fréquentation hôtelière est en recul par rapport à l'année dernière. Les mises en chantier fléchissent nettement. L'emploi salarié régresse dans l'ensemble de la région. Pour autant des signes de desserrement apparaissent, illustrés par une légère hausse des exportations. Si le taux de chômage régional augmente légèrement pour se fixer à 8.8%, il reste inférieur à la moyenne nationale à 9.9%. L'Isère reste stable à 8.3%.

B - La recomposition territoriale : loi MAPTAM (loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles), loi relative à la délimitation des régions et loi NOTRe (nouvelle organisation territoriale de la République)

La réforme territoriale portée par le gouvernement est organisée autour de trois lois :

- la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles du 27 janvier 2014,
- la loi relative à la délimitation des régions du 16 janvier 2015,
- et le projet de loi relatif à la nouvelle organisation territoriale de la République actuellement en lecture au Sénat.

Si la loi relative à la délimitation des régions est « limitée » au passage de 22 à 13 régions métropolitaines, la loi MAPTAM intéresse directement la Commune de Sassenage ainsi que les 48 autres communes de l'agglomération à un double titre.

D'une part, cette loi transforme la communauté d'agglomération Grenoble Alpes Métropole en métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015, et lui transfère des compétences auparavant communales (eau, voirie, tourisme, urbanisme...), ou élargit le champ d'autres compétences (environnement, habitat ...) déjà portées par la communauté d'agglomération. Pour les Sassenageois et résidents des autres communes, il s'agit donc d'un changement d'interlocuteur dans l'exercice de ces compétences de grande proximité.

D'autre part, ces transferts vont changer les grands équilibres budgétaires. En effet, le principe général est que les dépenses correspondantes en fonctionnement (fournitures, services et personnel) et en investissement, seront financées par un prélèvement sur l'attribution de compensation (recette de fonctionnement) perçue par les communes. Ceci sans parler du transfert d'autres produits du domaine et taxes (recettes de fonctionnement). Cet ensemble cumulé à la perte de DGF déjà évoquée, va démultiplier l'effet ciseaux relevé les années précédentes.

Au-delà, la préparation du budget 2015 est d'autant plus inconfortable que les communes n'ont aucune idée des montants transférés, et donc des recettes dont elles ne disposeront plus dès cette année, et les années suivantes.

#### C - Les différents niveaux de collectivités territoriales confirment le recentrage de leurs compétences

Le triptyque législatif a pour objectif premier d'apporter une réponse aux excès et dérives du millefeuille territorial : absence de lisibilité, doublons et « gaspillages associés ». Régions et départements ont déjà initié depuis plusieurs années un mouvement de recentrage vers leurs compétences légales, motivés en cela par les tensions budgétaires auxquelles ils sont confrontés, en lien avec une explosion de leurs propres dépenses d'intervention. Lycées et transports pour les Régions ; secteur social pour les départements.

La loi MAPTAM, et surtout la loi NOTRe, ont ou vont affirmer légalement une répartition des compétences d'ores et déjà appliquées dans ses grandes lignes par l'ensemble des collectivités territoriales, y compris pour les communes.

### **III) LE VOLONTARISME PRÉFÉRÉ AU RENONCEMENT**

Les collectivités territoriales voient leurs finances fortement impactées par les mesures compressives de l'Etat (baisse drastique des dotations...), et continuent donc à être confrontées à des contraintes fortes dans leur préparation et leur gestion budgétaires.

Bien que l'équation soit délicate, pas question de renoncer à maintenir Sassenage dans une dynamique d'ambitions et de projets. Les efforts de gestion engagés depuis plusieurs années se poursuivent donc, de façon à préserver le service public malgré des marges de manœuvre toujours plus minces.

## **A. Les choix budgétaires**

### **1. Ne pas recourir à l'impôt, poursuivre les efforts de gestion**

Dans cet esprit, la Ville ne dérogera pas à l'engagement qu'elle a pris voilà plusieurs années, et qu'elle a renouvelé l'année dernière, de ne pas augmenter la part communale des impôts locaux.

Et c'est là l'une des orientations majeures de la Ville qu'il convient de rappeler : en 2015, elle fera encore face à cette situation budgétaire particulièrement dégradée qui s'impose à elle, sans en faire supporter le poids aux Sassenageois. Consciente des contraintes et difficultés auxquels ils sont eux aussi confrontés, la Ville confirme en effet son attachement à les préserver. Ainsi, entre augmenter la fiscalité et poursuivre et amplifier ses efforts, la Ville n'a pas eu de mal à trancher, en cohérence avec l'action qu'elle mène depuis 2005 avec le gel des taux d'imposition sur le foncier non bâti et la taxe d'habitation, puis en 2007 avec celui de la taxe foncière.

**« Pour la onzième année consécutive,  
pas d'augmentation des impôts communaux »**

Ni hausse d'impôt, ni recours à l'emprunt, et la poursuite du désendettement communal (11 millions de capital restant dû au 1<sup>er</sup> janvier 2015), voilà trois axes importants ayant guidé la préparation de cet exercice budgétaire 2015, et qui doivent se traduire par une recherche toujours plus pointue d'optimisation des dépenses, d'économies d'échelle... D'autant que cette incertitude persistante est également nourrie par les nombreux autres points de questionnement soulevés par la métropolisation, et par le transfert de charges induit pour lequel les collectivités, Sassenage comprise donc, manquent encore de précisions. En effet, force est malheureusement de constater que la précipitation et le manque de vision qui ont présidé ce changement de statut de Grenoble Alpes Métropole mettent les communes en difficultés. Les compétences sont aujourd'hui transférées en théorie mais pas en pratique puisque rien n'est prêt sur le plan opérationnel, pas plus finalement que sur le plan politique, comme le déplorent d'ailleurs de nombreux maires inquiets... Alors que dire du manque de clarté financière et budgétaire, et de ce transfert de charges qui se fera, certes, mais sans que n'en soient pour autant connues aujourd'hui ni les conditions ni les modalités...

Bref, 2015 s'inscrit dans un contexte de tension budgétaire et d'incertitudes fortes, qui conforte la Ville dans la poursuite de la gestion responsable qu'agents comme élus s'attachent à mener depuis de nombreuses années pour que Sassenage reste ambitieuse et dynamique. Plus que jamais, il faut arbitrer, prioriser, optimiser, mutualiser, maîtriser les coûts, se recentrer..., mais en aucun cas renoncer. Voilà l'état d'esprit qui anime celles et ceux qui, sur le terrain politique comme opérationnel, œuvrent quotidiennement pour préserver le service public, la qualité et le cadre de vie des Sassenageois...

### **2. La recherche de recettes nouvelles**

Au-delà de rechercher des économies et de maîtriser des dépenses, la Ville s'attelle aussi à trouver des recettes nouvelles.

Ainsi, le développement urbain raisonné auquel sont attachés les Sassenageois aura-t-il la vertu, en plus de répondre aux besoins tout en préservant l'identité locale, de rapporter de l'argent dès cette année 2015 grâce à la vente des terrains qui accueilleront l'opération immobilière Bee-O-Top dans le secteur des Iles (une recette d'investissement supérieure à 5 millions d'euros attendue sur l'opération globale). Traduite par le renforcement de la vocation sportive du nord de ce secteur, le confortement urbain et la valorisation du parc de l'Ovalie comme un maillon fort de cette requalification au service de la qualité de vie, c'est une totale réorganisation de l'espace qui se profile pour repréciser et asseoir la vocation urbaine de cette zone.

## **B. Les orientations politiques**

### **1. La préservation de la qualité et du cadre de vie**



Figure au rang des priorités de ce mandat, la construction de logements, notamment sociaux, pour répondre à la carence et pour assurer au développement urbain une mixité réussie. Comme indiqué précédemment, cette priorité se traduira donc dès 2015 à travers notamment l'opération Bee-O-Top. Une opération exemplaire qui saura concilier habitat, développement durable (préservation et valorisation des espaces naturels, promotion des modes de déplacements doux...), et lien social et solidarité (jardins familiaux, espaces de rencontre et de partage...).

### **Grands projets et actions du quotidien pour conforter un choix de vie**

Dans le prolongement de cette ambition de valorisation du cadre de vie, l'embellissement de la ville sera également à l'ordre du jour dès 2015, à travers le renforcement du fleurissement notamment.

Etre attentif au cadre de vie, c'est aussi s'assurer de la sécurité des biens et des personnes. C'est dans ce cadre que s'inscrivent les travaux d'aménagement des digues du Furon, débutés en ce début d'année pour se parer de tout risque de crue centennale. Au-delà de cette mise en sécurité, ce chantier d'envergure sera aussi l'occasion de valoriser le site du Furon. Le merlon de la falaise fera lui aussi l'objet d'une attention particulière de ce point de vue.

### **2. Qualité de service et proximité renforcées pour tous**

Les efforts engagés en matière de modernisation du service public se poursuivent en 2015 et se traduiront notamment par :

- ✓ la mise en place du paiement ligne pour les services à la population,
- ✓ l'optimisation du suivi de la relation avec les usagers,
- ✓ un engagement appuyé en matière de démocratie participative, d'écocitoyenneté et de solidarité,
- ✓ la mise en accessibilité des bâtiments après que le nécessaire ait été fait au niveau des voiries communales sous le mandat précédent,
- ✓ la poursuite des efforts en matière de consommation énergétique suite à l'audit énergétique réalisé, et en conciliant souci permanent d'une action durable et de conditions optimales d'accueil des usagers.

### **3. Un patrimoine à préserver, des équipements à partager**

Dans l'esprit de ce qui précède, et en complément de l'entretien courant du patrimoine, qu'il soit naturel ou bâti, l'accessibilité et la sécurité restent et sont plus que jamais au cœur des préoccupations quotidiennes.

En écho aux engagements pris, Sassenage devrait en outre voir son parc bâti enrichi de deux équipements : des vestiaires pour les sportifs aux Iles, et des tennis couverts.

Un budget marqué par une forte contribution à la réduction des déficits publics :

Une contribution croissante au FPIC (fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales)

Le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) a été mis en place en 2012. Il constitue le premier mécanisme national de péréquation horizontale pour le secteur communal. Il s'appuie sur la notion d'ensemble intercommunal, composé d'un EPCI (établissement public de coopération intercommunale) à fiscalité propre et de ses communes membres. La loi de finances pour 2012 prévoit une montée en charge

progressive pour atteindre, à partir de 2016, 2 % des ressources fiscales communales et intercommunales, soit plus d'1 Md€.

Certaines communes sont attributaires, d'autres contributrices, telle Sassenage.

Au-delà de la logique de créer une solidarité entre communes, il s'agit de passer d'une péréquation verticale (dotations Etat) à une péréquation horizontale, avec également comme objectif une moindre sollicitation des finances de l'Etat, et donc de participer ainsi à la réduction du déficit public.

#### FPIC Sassenage

2012	2013	2014	2015	2016
13916 €	32114 €	41552 €	43214 €	58600 €

Une baisse sensible de la dotation globale de fonctionnement

	2013	2014	2015	2016
<b>Montant</b>	1 272 155 €	1 164 065 €	869 000 € (évaluation)	Inconnu : réforme de la DGF
<b>Baisse/2013 en €</b>		- 108 090 €	<b>-403 155 €</b>	
<b>Baisse/2013 en %</b>		-8.50%	-31.70%	
<b>Baisse/2014 en €</b>			<b>-295 065 €</b>	
<b>Baisse/2014 en %</b>			<b>-25,35%</b>	

#### Fiscalité

La municipalité s'est une nouvelle fois engagée à ne pas augmenter les taux de la part communale des impôts locaux en 2015.

**PROPOSE au conseil municipal :**

**DE PRENDRE ACTE** de la tenue du débat d'orientation budgétaire 2015.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**DE PRENDRE ACTE** de la tenue du débat d'orientation budgétaire 2015.

<b>4 - DGASR – POLE FINANCES ET PROGRAMMATION - BUDGET PRINCIPAL – ADMISSION EN NON- VALEUR – 2015 N°1</b>
--

Jean-Pierre SERRAILLIER,

**VU** l'article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales ;

**VU** le courrier de Monsieur le Trésorier Principal de Fontaine en date du 24 décembre 2014 ;

**VU** le décret n°1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

**CONSIDERANT** que Monsieur le Trésorier Principal de Fontaine nous informe qu'il n'a pu procéder au recouvrement des cotes, portions de cotes ou produits repris ci-dessous en raison des motifs de non recouvrement : carence du créancier, insolvabilité, recherches infructueuses ;

**PROPOSE au conseil municipal :**

**D'APPROUVER** l'état annexé, celui-ci précisant pour chaque titre le montant admis en non valeur ;

**D'AUTORISER** le versement de l'allocation en non-valeur de ces cotes ou produits, ainsi que les frais de poursuites engagés pour le recouvrement. Le montant global s'élève à 42,39€ ;

Cette dépense sera inscrite au budget 2015 sur le compte budgétaire FIN/6542/ONV.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**D'APPROUVER** l'état annexé, celui-ci précisant pour chaque titre le montant admis en non valeur ;

**D'AUTORISER** le versement de l'allocation en non-valeur de ces cotes ou produits, ainsi que les frais de poursuites engagés pour le recouvrement. Le montant global s'élève à 42,39€ ;

Cette dépense sera inscrite au budget 2015 sur le compte budgétaire FIN/6542/ONV.

<b>5 - DGASR - POLE FINANCES ET PROGRAMMATION - COMPTE DE GESTION 2014 – BUDGET ANNEXE DE L'EAU</b>
---

Jérôme MERLE,

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1612-12, L.2311-1 et suivants, L.2321-1 et suivants, L.2331-1 et suivants, R.2311-1 et suivants, R.2321-1 et suivants, R.2331-1 et suivants ;

**VU** l'instruction budgétaire et comptable M 49 ;

**CONSIDERANT** le budget primitif de l'exercice 2014 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des recettes, les bordereaux de mandats et les bordereaux de titres de recettes ;

**CONSIDERANT** le compte de gestion du Trésorier de Fontaine accompagné des états de développement des comptes de tiers, de l'état de l'actif, de l'état du passif, de l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer ;

**CONSIDERANT** qu'il a été vérifié que le Trésorier de Fontaine a repris dans ses écritures, le montant de chacun des soldes figurant au bilan de sortie de l'exercice 2014, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qui lui ont été prescrites de passer dans ses écritures ;

**CONSIDERANT** que toutes les opérations sont régulières et que tous les comptes sont exacts dans leurs résultats ;

**CONSIDERANT :**

- L'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2014 ;
- L'exécution du budget de l'exercice 2014 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;
- La comptabilité des valeurs inactives ;

**PROPOSE au conseil municipal :**

**DE DECLARER** que le compte de gestion de l'exercice 2014, dressé par le Trésorier de Fontaine au titre de la comptabilité annexe du budget de l'eau de la Commune de Sassenage, visé et certifié conforme par l'ordonnateur n'appelle ni observation, ni réserve de sa part ;

**D'APPROUVER** le compte de gestion de 2014 dressé par le Trésorier de Fontaine au titre de la comptabilité annexe du budget de l'eau de la Commune de Sassenage.

*Un exemplaire du compte de gestion est consultable au secrétariat de la questure, en Mairie de Sassenage, Hotel de Ville, place de la Libération, Sassenage (38360).*

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, Á L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**DE DECLARER** que le compte de gestion de l'exercice 2014, dressé par le Trésorier de Fontaine au titre de la comptabilité annexe du budget de l'eau de la Commune de Sassenage, visé et certifié conforme par l'ordonnateur n'appelle ni observation, ni réserve de sa part ;

**D'APPROUVER** le compte de gestion de 2014 dressé par le Trésorier de Fontaine au titre de la comptabilité annexe du budget de l'eau de la Commune de Sassenage.

*Un exemplaire du compte de gestion est consultable au secrétariat de la questure, en Mairie de Sassenage, Hotel de Ville, place de la Libération, Sassenage (38360).*

**6 - DGASR - POLE FINANCES ET PROGRAMMATION - COMPTE ADMINISTRATIF 2014**

**BUDGET ANNEXE DE L'EAU**

Jérôme MERLE,

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L1612-12, L.2311-1 et suivants, L.2321-1 et suivants, L.2331-1 et suivants, R.2311-1 et suivants, R.2321-1 et suivants, R.2331-1 et suivants ;

**VU** l'instruction budgétaire et comptable M 49 ;

**VU** la délibération du conseil municipal de Sassenage du 23 février 2015 approuvant le compte de gestion du budget annexe de l'eau 2014 ;

**CONSIDERANT** l'examen du compte administratif 2014 du budget annexe de l'eau, et après avoir constaté que les résultats des opérations sont identiques à ceux du compte de gestion de Monsieur le Trésorier de Fontaine ;

**PROPOSE** au conseil municipal :

**D'APPROUVER** le compte administratif 2014 du budget annexe de l'eau, tel qu'il est résumé ci-dessous :

		DEPENSES	RECETTES
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	SECTION DE FONCTIONNEMENT	138 995,63 €	141 577,13 €
	SECTION D'INVESTISSEMENT	448 971,23 €	129 363,71 €
+			
REPORTS DE L'EXERCICE 2013	Reports en section de fonctionnement (002)		601 493,97 €
	Reports en section d'investissement (001)		59 110,08 €
=			

<b>TOTAL (réalisations + reports 2013)</b>	587 966,86 €	931 544,89 €
--	--------------	--------------

<b>RESULTAT CUMULÉ DE L'EXERCICE 2014</b>			
	<b>DEPENSES</b>	<b>RECETTES</b>	<b>RESULTAT</b>
<b>SECTION FONCTIONNEMENT</b> DE	138 995,63 €	743 071,10 €	<b>604 075,47 €</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT</b>	448 971,23 €	188 473,79 €	- <b>260 497,44 €</b>

**DIRE** que l'excédent de la section de fonctionnement est de 604 075,47€ ;

**DIRE** que le besoin de financement de la section d'investissement est de - 260 497,44€ ;

**DIRE** que les restes à réaliser en 2014 sont les suivants :

<b>RESTES A REALISER</b>			
		<b>DEPENSES</b>	<b>RECETTES</b>
<b>RESTES REALISER REPORTER 2015</b>	<b>A A EN</b> Section d'investissement	375 662,28 €	0 €
	<b>Total des restes à réaliser à reporter en 2015</b>	375 662,28 €	0 €

**DE CONSTATER** les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes ;

**DE RECONNAITRE** la sincérité des restes à réaliser ;

**DE VOTER ET ARRETER** les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**, après délibération, **À L'UNANIMITÉ** des membres présents et représentés moins une voix, sachant que le Maire, Christian COIGNÉ, n'a pas pris part au vote,

**DECIDE**,

**D'APPROUVER** le compte administratif 2014 du budget annexe de l'eau, tel qu'il est résumé ci-dessous :

		<b>DEPENSES</b>	<b>RECETTES</b>
<b>REALISATIONS DE L'EXERCICE</b>	<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>	138 995,63 €	141 577,13 €

(mandats et titres)	<b>SECTION D'INVESTISSEMENT</b>	448 971,23 €	129 363,71 €
---------------------	---------------------------------	--------------	--------------

+

<b>REPORTS DE L'EXERCICE 2013</b>	<b>Reports en section de fonctionnement (002)</b>		601 493,97 €
	<b>Reports en section d'investissement (001)</b>		59 110,08 €

=

<b>TOTAL (réalisations + reports 2013)</b>		587 966,86 €	931 544,89 €
--	--	--------------	--------------

<b>RESULTAT CUMULÉ DE L'EXERCICE 2014</b>			
	<b>DEPENSES</b>	<b>RECETTES</b>	<b>RESULTAT</b>
<b>SECTION FONCTIONNEMENT</b> DE	138 995,63 €	743 071,10 €	<b>604 075,47 €</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT</b>	449 971,23 €	189 473,79 €	<b>- 260 497,44 €</b>

**DIRE** que l'excédent de la section de fonctionnement est de 604 075,47€ ;

**DIRE** que le besoin de financement de la section d'investissement est de - 260 497,44€ ;

**DIRE** que les restes à réaliser en 2014 sont les suivants :

<b>RESTES A REALISER</b>			
<b>RESTES REALISER REPORTER 2015</b>	<b>A</b>	<b>DEPENSES</b>	<b>RECETTES</b>
	<b>A</b>		
	<b>EN</b>		
	<b>Section d'investissement</b>	375 662,28 €	0 €
	<b>Total des restes à réaliser à reporter en 2015</b>	375 662,28 €	0 €

**DE CONSTATER** les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes ;

**DE RECONNAITRE** la sincérité des restes à réaliser ;

**DE VOTER ET ARRETER** les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

<p align="center"><b>7 - DGASR - POLE FINANCES ET PROGRAMMATION - BUDGET ANNEXE DE L'EAU - AFFECTATION DES RESULTATS 2014</b></p>
---

Jérôme MERLE,

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1612-12, L.2311-1 et suivants, L.2321-1 et suivants, L.2331-1 et suivants, R.2311-1 et suivants, R.2321-1 et suivants, R.2331-1 et suivants ;

**VU** l'instruction budgétaire M 49 ;

**VU** le compte administratif 2014 du budget annexe de l'eau et le compte de gestion du Trésorier de Fontaine ;

**VU** les délibérations du Conseil Municipal du 23 février 2015 approuvant le compte administratif 2014 et le compte de gestion 2014 du Trésorier de Fontaine ;

**VU** la loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles du 27 janvier 2014 ;

**VU** le décret 2014-1601 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole « Grenoble Alpes Métropole » ;

**CONSIDERANT** que les restes à réaliser liés aux dépenses d'investissement du budget annexe de l'eau 2014 et le déficit d'investissement du budget annexe de l'eau 2014 doivent être supportés par le budget principal de la Ville de Sassenage par application des dispositions induites de la loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles du 27 janvier 2014, et du décret 2014-1601 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole « Grenoble Alpes Métropole » ;

**PROPOSE** au conseil municipal :

**D'AFFECTER** le résultat de fonctionnement sur le budget principal de la Ville comme suit :

AFFECTATION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE		
<b>Résultat de fonctionnement</b>		
<u>A - Résultat de l'exercice :</u>		+ 2 581,50 €
précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)		
<u>B - Résultats antérieurs reportés :</u>		+ 601 493,97 €
ligne 002 du compte administratif, précédé du signe + (excédent) ou -(déficit)		
<b>C Résultat à affecter :</b>		
1) = A+B (hors restes à réaliser)		
(Si C est négatif, report du déficit ligne 002 ci-dessous)		
<b>Résultat à affecter</b>	<b>Total (C)</b>	<b>+ 604 075,47 €</b>



<u>D - Solde d'exécution d'investissement (précédé de + ou -)</u>	
D 001 (besoin de financement au compte de gestion)	- 319 607,52 €
précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)	
Résultats antérieurs reportés :	+ 59 110,08 €
ligne 001 du compte administratif, précédé du signe + (excédent) ou -(déficit)	
R 001 (excédent de financement au compte de gestion)	0 €
<b>D 001 (besoin de financement)</b>	<b>Total (D) – 260 497,44 €</b>
Rappel pour information :	
Solde des restes à réaliser d'investissement : recettes	0 €
dépenses	- 375 662,28 €
<b>AFFECTATION (=G+H)</b>	
1) G - Affectation en réserves R 1068 en investissement	0 €
2) H - Report en fonctionnement R 002 sur le budget principal de la Ville	+ 604 075,47 €
<b>DÉFICIT REPORTÉ à la section d'investissement du budget principal de la Ville :</b>	<b>- 636 159,72 € (-260 497,44 et -375 662,28)</b>

**D'ARRETER** les résultats de la section de fonctionnement du budget annexe de l'eau de la commune à la clôture de l'exercice 2014 ;

**D'AFFECTER** le résultat de fonctionnement au budget principal de la Ville comme indiqué dans le tableau ci-dessus.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**, après délibération, **À L'UNANIMITÉ** des membres présents et représentés

**DECIDE**,

**D'AFFECTER** le résultat de fonctionnement sur le budget principal de la Ville comme suit :

<b>AFFECTATION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE</b>		
<b>Résultat de fonctionnement</b>		
<u>A - Résultat de l'exercice :</u>		+ 2 581,50 €
précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)		
<u>B - Résultats antérieurs reportés :</u>		+ 601 493,97 €
ligne 002 du compte administratif, précédé du signe + (excédent) ou -(déficit)		
<b>C Résultat à affecter :</b>		
1) = A+B (hors restes à réaliser)		
(Si C est négatif, report du déficit ligne 002 ci-dessous)		
<b>Résultat à affecter</b>	<b>Total (C)</b>	<b>+ 604 075,47 €</b>

<u>D - Solde d'exécution d'investissement (précédé de + ou -)</u>	
D 001 (besoin de financement au compte de gestion)	- 319 607,52 €
précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)	
<u>Résultats antérieurs reportés :</u>	+ 59 110,08 €
ligne 001 du compte administratif, précédé du signe + (excédent) ou -(déficit)	
R 001 (excédent de financement au compte de gestion)	0 €
<b>D 001 (besoin de financement)</b>	<b>Total (D) – 260 497.44 €</b>
Rappel pour information :	
Solde des restes à réaliser d'investissement : recettes	
	0 €
dépenses	- 375 662,28 €
<b>AFFECTATION (=G+H)</b>	
<b>1) G - Affectation en réserves R 1068 en investissement</b>	<b>0 €</b>
<b>2) H - Report en fonctionnement R 002</b>	
sur le budget principal de la Ville	+ 604 075,47 €
<b>DÉFICIT REPORTÉ à la section d'investissement</b>	
<b>du budget principal de la Ville :</b>	<b>- 636 159,72 €</b>
	<b>(-260 497,44 et -375 662,28)</b>

**D'ARRETER** les résultats de la section de fonctionnement du budget annexe de l'eau de la commune à la clôture de l'exercice 2014 ;

**D'AFFECTER** le résultat de fonctionnement au budget principal de la Ville comme indiqué dans le tableau ci-dessus.

**8 - DGASR – POLE RESSOURCES HUMAINES ET COMPETENCES –  
MANDAT DONNÉ AU CENTRE DE GESTION DE L'ISERE AFIN D'ETABLIR UN  
CONTRAT CADRE D'ASSURANCE DES RISQUES STATUTAIRES**

Nathalie BRITES,

**VU** l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

**VU** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

**VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment l'article 26 ;

**VU** la loi n° 2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale ;

**INFORME** que le Centre de gestion de l'Isère peut négocier un contrat groupe auprès d'une entreprise d'assurance agréée, ouvert à l'adhésion facultative de toute collectivité territoriale affiliée au centre de gestion de l'Isère, afin de couvrir tout ou partie des risques suivants :

- agents affiliés à la C.N.R.A.C.L. :

Décès, Accident du travail, Maladie ordinaire, Longue maladie / Longue durée, Maternité,

- agents non affiliés à la C.N.R.A.C.L. :

Accident du travail, Maladie grave, Maternité, Maladie ordinaire ;

**AJOUTE** que les caractéristiques précises du contrat cadre seront communiquées à la Commune de Sassenage au terme de la procédure d'appel public à la concurrence engagée par le Centre de gestion de l'Isère ;

**PRECISE** que la Commune de Sassenage pourra alors décider de souscrire à un tel contrat, en mutualisant les risques ;

**PROPOSE** au conseil municipal :

**DE CHARGER** le Centre de gestion de l'Isère de négocier un contrat groupe ouvert à adhésion facultative et se réserve la faculté d'y adhérer, auprès d'une entreprise d'assurance agréée. Cette démarche peut être entreprise par plusieurs collectivités locales intéressées ;

**DE DIRE** que cette convention devra couvrir tout ou partie des risques suivants :

- agents affiliés à la C.N.R.A.C.L. :

Décès, Accident du travail, Maladie ordinaire, Longue maladie / Longue durée, Maternité,

- agents non affiliés à la C.N.R.A.C.L. :

Accident du travail, Maladie grave, Maternité, Maladie ordinaire.

Ces conventions devront également avoir les caractéristiques suivantes :

- durée du contrat : 4 ans, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

- régime du contrat : capitalisation.

**DE SOUSCRIRE**, pour la commune, à un ou plusieurs contrats d'assurance statutaire garantissant les frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents ;

**D'AUTORISER** M. le Maire à signer, au nom et pour le compte de la Commune, toutes pièces de nature administrative, technique ou financière nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**DE CHARGER** le Centre de gestion de l'Isère de négocier un contrat groupe ouvert à adhésion facultative et se réserve la faculté d'y adhérer, auprès d'une entreprise d'assurance agréée. Cette démarche peut être entreprise par plusieurs collectivités locales intéressées ;

**DE DIRE** que cette convention devra couvrir tout ou partie des risques suivants :

- agents affiliés à la C.N.R.A.C.L. :

Décès, Accident du travail, Maladie ordinaire, Longue maladie / Longue durée, Maternité,

- agents non affiliés à la C.N.R.A.C.L. :

Accident du travail, Maladie grave, Maternité, Maladie ordinaire.

Ces conventions devront également avoir les caractéristiques suivantes :

- durée du contrat : 4 ans, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

- régime du contrat : capitalisation.

**DE SOUSCRIRE**, pour la commune, à un ou plusieurs contrats d'assurance statutaire garantissant les frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents ;

**D'AUTORISER** M. le Maire à signer, au nom et pour le compte de la Commune, toutes pièces de nature administrative, technique ou financière nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

<b>9 - DGASR – POLE RESSOURCES HUMAINES ET COMPETENCES – CREATION DE POSTE</b>
--

Christian COIGNÉ,

**VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 34 précisant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ;

**CONSIDERANT** l'ajustement d'un poste budgétaire lié à la pérennisation de mission ;

**INDIQUE** la nécessité de créer le poste budgétaire suivant :

1 poste à temps non complet (12 h / 20 h semaine) d'assistant d'enseignement artistique principal 1<sup>ère</sup> classe

**PROPOSE** au conseil municipal :

**D'ADOPTER** la création du poste budgétaire cité ci-dessus,

**D'INSCRIRE** au budget principal 2015 de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, au chapitre 012.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**, après délibération, **À L'UNANIMITÉ** des membres présents et représentés

**DECIDE**,

**D'ADOPTER** la création du poste budgétaire cité ci-dessus,

**D'INSCRIRE** au budget principal 2015 de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, au chapitre 012.

<b>10 - DAE- AMENAGEMENT DES DIGUES DU FURON – AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'AVENANT N° 2 A LA CONVENTION DE TRANSFERT DE MAITRISE D'OUVRAGE</b>
---

Jérôme BOETTI DI CASTANO,

**VU** l'article L. 2122-21 6° du code général des collectivités territoriales ;

**VU** l'ordonnance du 17 juin 2004 modifiant la loi Maîtrise d'ouvrage publique précisant notamment que ces dispositions ne peuvent être utilisées qu'entre des pouvoirs adjudicateurs ou des entités adjudicatrices soumis à la loi MOP ;

**VU** l'article 2.II de la loi du 12 juillet 1985 modifiée relative à la maîtrise d'ouvrage publique, précisant que lorsque la réalisation d'un ouvrage relève simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner par convention celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage globale de l'opération ;

**VU** la délibération du conseil municipal en date du 17 décembre 2012 par laquelle la Ville de Sassenage a accepté à son profit le transfert de la maîtrise d'ouvrage de l'opération d'aménagement des digues du Furon ;

**VU** la délibération initiale de l'ASCE en date du 13 décembre 2012 par laquelle son président en exercice, Alain Taesch, a été autorisé à signer la convention s'y rapportant ;

**VU** la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage signée le 19 décembre 2012 ;

**VU** sa convention modificative n°1 signée le 12 décembre 2013 faisant suite à la délibération du conseil municipal du 7 novembre 2013 ;

**VU** l'avis de la commission d'appels d'offres en date du 1<sup>er</sup> décembre 2014 concernant le marché de travaux ;

**VU** la délibération décidant l'attribution des marchés de travaux de l'opération, « aménagement des digues du Furon » en date du 18 décembre 2014 ;

**CONSIDERANT** que l'attribution des marchés de travaux a permis d'actualiser et de préciser les clés de répartition financière entre l'ASCE et la Ville de Sassenage ;

**PRECISE** qu'il importe dès lors de modifier et de compléter la convention en répartissant les coûts de travaux et de prestations intellectuelles connus à ce jour, hors actualisation et révision de prix, tels qu'ils figurent dans le tableau suivant, en fonction de la répartition des compétences de l'ASCE et de la Ville de Sassenage :

N° prix Marché	Désignation	montant TOTAL chiffre lots 1 et 2 en € TTC	Pourcentage de prise en charge Ville	montant à charge VILLE	Pourcentage de prise en charge ASCE	montant à charge ASCE
I.	Travaux tous secteurs hors prix 1, 2 et 3 compris 8% d'imprévis	1 694 981,43 €		446 998,01 €		1 447 983,42 €
4	TERRASSEMENTS GENERAUX- DEMOLITION	307 327,50 €		8 290,00 €		299 037,50 €
5	VOIRIES ET RESEAUX DIVERS	78 150,42 €		35 336,42 €		42 814,00 €
6 à 9 Lot 1	SECTEURS 1 et 2 JUSQU'À PASSERELLE DU LAVOIR	110 743,60 €	100.00%	110 743,60 €		0,00 €
6 et 7 Lot 2	SECTEUR 3 PASSERELLE LAVOIR- RD 1532	175 613,35 €		2 590,00 €		173 023,35 €
8 à 10 Lot 2	SECTEUR 4 (RD 1532-PASSERELLE DES FLEURS)	334 142,53 €		39 996,75 €		294 145,78 €
12 à 14 Lot 2	SECTEUR 5 (PASSERELLE DES FLEURS-PONT DU ROUTOIR)	294 515,55 €		32 275,00 €		262 240,55 €
15,16 et 20 Lot 2	SECTEUR 6 (AVAL PONT DU ROUTOIR)	163 772,40 €		85 310,20 €		78 462,20 €
17 Lot 2	AMENAGEMENTS PAYSAGERS	116 001,23 €	85.00%	98 601,04 €	15.00%	17 400,18 €
18 à 20 Lot 2	AMENAGEMENTS DE LOISIRS	22 050,00 €		22 050,00 €		0,00 €
Lot 3 hors convention	FRANCHISSEMENT PISCICOLE - SEUIL AVAL PLAGE ASCE					
	PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES	202 194,86 €		11 700,00 €		190 494,86 €
	Imprévis 8 %					
	Marché abattage	43 550,00 €		95,00 €		43 455,00 €
	Avenant marché abattage	16 420,00 €	0.00%	0,00 €	100.00%	16 420,00 €
	Estimation intervention des concessionnaires (EDF/GDF...) dévoiement réseaux	30 000,00 €	0.00%	0,00 €	100.00%	30 000,00 €
II.	Charges communes Périmètre communal et syndical	176 153,68 €	23.59%	41 562,08 €	76.41%	144 591,60 €
1	FRAIS GENERAUX	89 250,00 €	23.59%	21 057,84 €	76.41%	68 192,16 €
2	CONTRÔLE QUALITE	8 048,00 €	23.59%	1 898,85 €	76.41%	6 149,14 €
3	TRAVAUX PREPARATOIRES ET TRAVAUX GENERAUX	78 855,68 €	23.59%	18 605,38 €	76.41%	60 250,30 €
	Imprévis 8 %					
III.	TOTAL TRAVAUX tous secteurs avec charges communes compris	2 070 645,11 €	23.59%	488 550,04 €	76.41%	1 882 095,07 €
IV.	Maîtrise d'œuvre et divers	1 100 596,60 €	23.59%	25 298,08 €	76.41%	77 298,52 €
	MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE avec OPC	79 950,00 €	23.59%	18 863,57 €	76.41%	61 086,43 €
	Avenant hydrétudes	620,00 €	23.59%	146,26 €	76.41%	473,74 €
	Complément Moe Eclairage et enfouissement Janvier 15	6 000,00 €	100.00%	6 000,00 €	0.00%	0,00 €
	DOSSIER PLAN DE SUBMERSION RAPIDE	8 695,00 €	23.59%	2 051,52 €	76.41%	6 643,48 €
	CSPS	5 241,60 €	23.59%	1 236,71 €	76.41%	4 004,89 €
V.	TOTAL TRAVAUX ET ETUDES en € HT	2 171 241,71 €	23.59%	516 848,13 €	76.41%	1 854 393,58 €
	TVA 20 %	434 248,33 €		103 369,53 €		330 878,80 €
	TOTAL TRAVAUX ET ETUDES en € TTC	2 605 490,05 €		620 217,66 €		2 285 272,39 €

## PROPOSE au conseil municipal :

**D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer l'avenant n° 2 à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage auprès de la Ville de Sassenage, telle qu'elle demeure annexée à la présente délibération, ainsi que tous actes afférents, et à déposer tout dossier de demande de subvention et d'autorisation nécessaires à l'accomplissement de ce projet ;

**DE DIRE** que l'ASCE supportera seule le risque financier lié à l'opération pour la partie des travaux qui lui incombe, et notamment l'octroi des prêts nécessaires au bouclage du plan de financement ou l'octroi des subventions, dans les conditions énumérées par la convention ;

**DE DIRE** que les crédits nécessaires à ce projet figureront au budget primitif 2015 aux comptes 21, 23 et 458.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer l'avenant n° 2 à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage auprès de la Ville de Sassenage, telle qu'elle demeure annexée à la présente délibération, ainsi que tous actes afférents, et à déposer tout dossier de demande de subvention et d'autorisation nécessaires à l'accomplissement de ce projet ;

**DE DIRE** que l'ASCE supportera seule le risque financier lié à l'opération pour la partie des travaux qui lui incombe, et notamment l'octroi des prêts nécessaires au bouclage du plan de financement ou l'octroi des subventions, dans les conditions énumérées par la convention ;

**DE DIRE** que les crédits nécessaires à ce projet figureront au budget primitif 2015 aux comptes 21, 23 et 458.

<b>11 - DGASP - POLE FEE - PETITE ENFANCE - RELAIS ASSISTANTS MATERNELS – DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DU CONSEIL GENERAL</b>
---

Brigitte GALLO,

**VU** l'article L. 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** l'article L. 214-2-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

**CONSIDERANT** la possibilité d'obtenir auprès du Conseil Général de l'Isère une aide forfaitaire annuelle au fonctionnement du relais assistants maternels sous réserve de la constitution d'un dossier de demande de subvention ;

**PRECISE** que cette aide participe à la mise en place d'actions d'information et de soutien envers les assistantes maternelles et les familles et que le montant de cette subvention pour un relais fonctionnant à temps plein est de 3048,98 € pour l'année 2015 ;

**CONSIDERANT** qu'un élément de ce dossier est le document de décision de l'assemblée délibérante sollicitant cette aide auprès du Conseil Général de l'Isère ;

**PROPOSE** au conseil municipal :

**DE SOLLICITER** une aide financière de 3048,98 € auprès du Conseil Général de l'Isère ;

**D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tous les documents afférents à cette demande de subvention.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**DE SOLLICITER** une aide financière de 3048,98 € auprès du Conseil Général de l'Isère ;

**D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tous les documents afférents à cette demande de subvention.



**12 - VIE ASSOCIATIVE ET ANIMATION - CENTRE ASSOCIATIF SAINT-EXUPERY –  
REMBOURSEMENT PAR LE TRESOR PUBLIC**

Séverin BATFROI,

**VU** l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales mentionnant que le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune ;

**INDIQUE** que Madame COMBIER Solène ne peut plus assister aux cours de gym Pilates du mercredi pour raison de santé ;

**PRECISE** que Madame COMBIER Solène ayant effectué le versement complet de son adhésion soit 228 €, et qu'elle est dans l'impossibilité de poursuivre cette activité (certificat médical à l'appui) ;

**CONSIDERANT** que le chèque a déjà été enregistré ;

**PROPOSE** au conseil municipal :

**DE DECIDER** le remboursement de son adhésion annuelle soit 228 € à Madame COMBIER Solène compte tenu qu'elle ne peut plus assister aux activités du centre Saint-Exupéry.

**DE PROCEDER** à ce remboursement en émettant un mandat administratif sur les crédits disponibles au budget principal 2015 (*Imputation budgétaire - compte FIN /673/STEX*).

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**DE DECIDER** le remboursement de son adhésion annuelle soit 228 € à Madame COMBIER Solène compte tenu qu'elle ne peut plus assister aux activités du centre Saint-Exupéry.

**DE PROCEDER** à ce remboursement en émettant un mandat administratif sur les crédits disponibles au budget principal 2015 (*Imputation budgétaire - compte FIN /673/STEX*).

Fait et délibéré à SASSENAGE, les jours, mois et an susdits, et ont signé les membres présents (suivent les signatures).

POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME.  
SASSENAGE, le 24 février 2015

Le Maire

Christian COIGNÉ.



Affichage le : 26 février 2015

no 15